

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2021-2022*

Stukken van het Waals Parlement 287 (2020-2021) Nrs. 1, *1bis* tot 12.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 16 februari 2022.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20338]

10 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux contrôles dans le cadre de la gestion et du paiement des prestations familiales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, articles 109, alinéa 5, et 111, § 1^{er}, alinéa 5, et § 3, alinéa 1^{er} ;

Vu le rapport du 4 novembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 avril 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 mai 2021 ;

Vu l'avis du Comité « Familles », donné le 15 juin 2021 ;

Vu l'avis 70.722/2 du Conseil d'État, donné le 24 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité de permettre la continuité des procédures de contrôle comme cela était pratiqué par FAMIFED et dont les règles sont connues depuis des années par les familles et les caisses d'allocations familiales ;

Considérant l'insécurité juridique depuis le 1^{er} janvier 2020 ;

Sur proposition de la Ministre en charge des allocations familiales ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour le présent arrêté, on entend par :

- Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, créée par l'article 2 du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

- caisse d'allocations familiales : une caisse privée d'allocations familiales agréée en vertu de l'article 56 décret du 8 février 2018 ou la Caisse publique wallonne d'allocations familiales instituée en vertu de l'article 23 décret du 8 février 2018 ;

- décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales ;

- LGAF : la loi générale du 19 décembre 1939 relative aux allocations familiales ;

- Comité « Familles » : Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, visé à l'article 20 du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

- population : l'ensemble de dossiers dont les éléments présentent un risque commun par thème de contrôle ;

- normes de sanction : les éléments préalablement communiqués au Comité « Familles » de l'Agence et aux caisses d'allocations familiales et sur base desquels le contrôle financier se fonde pour évaluer la conformité de la pratique de la caisse d'allocations familiales aux consignes données.

CHAPITRE II. — Contrôle des caisses d'allocations familiales

Section 1^{re}. — Contrôle administratif

Art. 3. L'objectif du contrôle administratif est de veiller à ce que toutes les familles perçoivent uniformément et à bon droit leurs allocations familiales suivant la réglementation en vigueur.

Le contrôle administratif est effectué annuellement par les inspecteurs de l'Agence. Il se base sur la gestion administrative du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée. En fonction des consignes émanant de l'Agence, les contrôles s'effectuent sur site de la caisse d'allocations familiales ou à distance. Chaque caisse d'allocations familiales met à disposition de l'inspecteur un bureau avec l'accès à une connexion internet et l'accès aux dossiers déterminés

selon les modalités fixées par la présente section. En cas de contrôle à distance, chaque caisse d'allocations familiales fournit le matériel informatique garantissant un accès d'égalité à un contrôle sur site.

Plusieurs thèmes sur la gestion des dossiers qui influencent la qualité du service rendu aux familles sont évalués. Il s'agit :

- 1) des variables générales portant sur le fondement du droit aux allocations familiales et sur le paiement correct des allocations familiales au bon allocataire ;
- 2) des conditions d'affiliation ;
- 3) des variables liées à l'enfant bénéficiaire avec des conditions de droit particulières ;
- 4) des variables liées à l'octroi de suppléments aux allocations familiales ;
- 5) de la prime de naissance et de la prime d'adoption ;
- 6) des contrôles par visites aux familles ;
- 7) des dossiers à l'examen ;
- 8) de la gestion des indus ;
- 9) du devoir d'information et de motivation ;
- 10) des transferts de dossier en cas de changement d'entité ;
- 11) des intégrations des acteurs.

Outre le contrôle annuel visé à l'alinéa 2, des contrôles ciblés sont réalisés sur la demande du ministre ayant les allocations familiales dans ses attributions ou sur demande du Comité « Familles ». Ces contrôles portent sur l'ensemble des caisses d'allocations familiales ou sur certaines caisses d'allocations familiales en particulier.

Art. 4. Afin de garantir l'uniformité du contrôle et l'égalité de traitement des caisses d'allocations familiales, l'Agence élabore une liste de contrôle chaque année. Cette liste de contrôle consiste en une liste exhaustive des vérifications pour chaque thème dans laquelle tous les aspects du contrôle sont décrits en détail. Chaque thème est assorti de normes d'application clairement définies, à savoir la liste des textes réglementaires et des circulaires applicables, les moyens utilisés pour récolter les données utiles et les délais prévus dans le traitement des données.

Pour chaque thème, l'Agence établit la population. L'Agence effectue un sondage suffisant pour obtenir un contrôle de résultats représentatifs qui peuvent être extrapolés sur toute la population du thème et procède à une sélection totalement aléatoire des cas à contrôler dans des populations homogènes. La liste des dossiers est fournie en partie par les caisses d'allocations familiales et pour une autre partie par le service du contrôle des familles de l'Agence.

Art. 5. Le contrôle administratif se déroule en trois phases qui consistent en :

1) le sondage de base : les dossiers sont sélectionnés de manière totalement aléatoire dans les listes sur lesquelles les individus de chaque population figurent par caisse d'allocations familiales. La sélection répond aux conditions suivantes :

- a) chaque élément de la population a les mêmes chances d'être repris dans le sondage ;
- b) les éléments du sondage sont sélectionnés d'une manière totalement indépendante les uns des autres ;
- c) un nombre minimum de dossiers est sélectionné afin de permettre d'atteindre un résultat fiable sur base de la formule statistique appliquée ;
- d) l'extension du sondage : un nombre maximum de dossiers est déterminé par variable, en fonction du nombre d'erreurs rencontrées pendant le contrôle, de manière à permettre l'application de la formule statistique et d'obtenir un résultat fiable.

La méthodologie globale, ainsi que le nombre minimum et maximum de dossiers font l'objet d'une approbation par le Comité « Familles » ;

2) la pondération des résultats : les erreurs rencontrées sont pondérées en fonction de l'incidence financière de l'erreur pour la famille suivant les modalités suivantes :

- a) poids de la remarque = 1 solde négatif ou positif pour la famille au 31 décembre de l'année de contrôle ;
- b) poids de la remarque = 0,5 : retard de traitement ou de paiement, non-respect d'une procédure, ou erreur d'intégration dans le Cadastre ;
- c) poids de la remarque = 0,25 : erreur à l'encontre du devoir d'information et de motivation aux familles ;

3) le pourcentage de qualité de chaque variable est ensuite calculé à partir de l'intervalle de confiance des succès pondérés obtenu pour cette variable. Le pourcentage de qualité équivaut à la valeur située au milieu de l'intervalle de confiance.

Art. 6. Le contrôle détermine l'indicateur de qualité qui exprime la qualité globale de la gestion des dossiers pour chaque caisse d'allocations familiales par un nombre sur une échelle de 0 à 100. Pour le calcul de l'indicateur de qualité, l'Agence procède à la pondération des différentes variables en fonction de deux facteurs :

- 1) le volume du thème pour l'ensemble du régime : des thèmes plus importants ont un poids plus élevé dans l'indicateur de qualité ;
- 2) la complexité du thème : des thèmes plus compliqués ont un poids plus important dans l'indicateur de qualité. La complexité d'un thème est déduite du pourcentage d'erreurs moyen pour toutes les caisses d'allocations familiales enregistrées dans l'exécution de ce thème.

Le poids des différentes variables fait l'objet d'une approbation par le Comité « Familles ».

Au cours du contrôle annuel, les remarques individuelles par dossier formulées lors du contrôle sont remises à la direction de la caisse d'allocations familiales.

Au terme du contrôle annuel, un rapport global détaillé reprenant ces remarques et les détails du contrôle effectué est alors envoyé au Conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales privée concernée ou au Comité de gestion de la Caisse publique d'allocations familiales.

La caisse d'allocations familiales répond aux remarques de l'Agence dans un délai de quatre mois. Si la caisse d'allocations familiales n'y répond pas dans ce délai ou y répond dans un délai supérieur à quatre mois, elle est sanctionnée par une nouvelle remarque dont l'impact est intégré aux résultats du contrôle annuel suivant.

La synthèse des résultats du contrôle administratif est présentée au Comité « Familles ».

Section 2. — Contrôle financier

Art. 7. Le contrôle financier a pour objectif d'assurer une application correcte et uniforme du décret du 8 février 2018 et permet à l'Agence de remplir sa tâche financière et d'en assumer l'entière responsabilité prévue par le décret du 8 février 2018 et le Code wallon de l'action sociale et de la santé.

Le contrôle financier ex ante est effectué mensuellement au moyen des documents fournis par la caisse d'allocations familiales par voie informatique et dont les modèles sont déterminés par l'Agence publiés sur le site de l'Agence déterminé à cet effet.

Le contrôle financier ex post est effectué annuellement par les inspecteurs de l'Agence sur site de la caisse d'allocations familiales ou à distance. La caisse d'allocations familiales met à disposition de l'inspecteur un bureau avec l'accès à une connexion internet et l'accès à l'ensemble des documents financiers et comptables de la caisse d'allocations familiales.

Le contrôle financier analyse la manière dont les caisses d'allocations familiales se sont acquittées de leurs obligations décrétales, réglementaires et statutaires et s'étend sur l'ensemble des opérations comptables et financières de l'exercice contrôlé et de l'exercice en cours.

Le contrôle financier se base sur le plan comptable visé à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels des caisses d'allocations familiales et sur le manuel comptable de contrôle visé à l'annexe 2 du même arrêté et publiés sur le site internet de l'Agence déterminé à cet effet.

Le contrôle financier se déroule suivant la méthodologie suivante :

- 1) choix du contrôle plénier ou par échantillonnage ;
- 2) identification de la nécessité de procéder à des contrôles spécifiques suivant l'estimation préalable du risque inhérent et les caractéristiques de la population examinée ;
- 3) en cas de contrôle par échantillonnage, définition de la population, de l'échantillon minimum, de la proportion d'erreur maximum acceptable, et de la fiabilité souhaitée.

Une liste de contrôle est préalablement établie par l'Agence pour identifier les éléments à contrôler et les normes de sanctions, de manière à garantir l'équité de traitement des opérateurs.

Art. 8. Le contrôle ex ante porte sur :

- 1) l'exactitude de l'estimation des avances ;
- 2) la hauteur des fonds disponibles sur le compte financier ;
- 3) le respect du calendrier des demandes des financiers et de paiements des prestations familiales ;
- 4) le constat et la récupération correcte des allocations familiales payées indûment et comptabilisation des indus en temps opportun ou non ;
- 5) les soldes journaliers ventilés par compte ;
- 6) la ponctualité de l'envoi des déclarations financières et statistiques et la célérité avec laquelle il est remédié aux fautes constatées ;
- 7) l'exactitude des données renseignées dans les déclarations financières et statistiques ;
- 8) l'exactitude des montants inscrits au budgets de missions des caisses d'allocations familiales et de fonctionnement des caisses d'allocations familiales privées.

Art. 9. Le contrôle ex post porte sur le respect des écritures comptables en annexe du présent arrêté.

Art. 10. Au terme du contrôle annuel, un avis individuel est envoyé à la caisse d'allocations familiales pour chaque remarque formulée.

La caisse d'allocations familiales répond aux remarques de l'Agence dans un délai d'un mois.

Dans les deux mois qui suivent la réception de la réponse aux remarques formulées par l'Agence, et en tout cas dans les deux mois qui suivent la clôture du contrôle financier, les constatations faites au cours des opérations de contrôle financier et qui donnent lieu à des observations citées à l'alinéa 1^{er} sont consignées dans un courrier adressé au Conseil d'administration pour les caisses d'allocations familiales privées et au comité de gestion de la Caisse publique d'allocations familiales.

La direction de la caisse d'allocations familiales contrôlée et concernée reçoit pour information une copie du courrier.

Le Conseil d'administration ou le Comité de gestion répond à l'Agence dans un délai de deux mois.

Suivant la réception de la réponse de la caisse d'allocations familiales à l'Agence, l'Administrateur général soumet au Comité « Familles », un rapport basé sur les constatations qui ont été faites et la réponse donnée.

Le Comité « Familles » transmet le rapport au Gouvernement.

Le Gouvernement décide de la suite à donner au rapport à l'égard de la caisse d'allocations familiales après avis du Comité « Familles », dans le respect des conditions énoncées aux articles 58 et 59 du décret du 8 février 2018.

CHAPITRE III. — Contrôle des familles

Art. 11. Dans le cadre des missions spécifiques de contrôle des familles visées à l'article 111, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, les inspecteurs examinent si la situation de fait des familles correspond aux données figurant dans leurs déclarations et aux données électroniques officielles. En fonction du résultat du contrôle, les prestations familiales peuvent être régularisées ou récupérées conformément à l'article 17 du présent arrêté.

Les personnes visées à l'article 85, alinéa 3, du décret du 8 février 2018 sont soumises au contrôle des familles dans la finalité déterminée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 12. Il existe trois types de contrôles :

- 1) sur demande de la caisse d'allocations familiales ;
- 2) automatiques ;

3) aléatoires.

Art. 13. § 1^{er}. Le contrôle sur demande est sollicité par le gestionnaire de la caisse d'allocations familiales auprès de l'Agence lorsque :

1) les familles bénéficiant d'allocations familiales ne sont pas inscrites au registre national des personnes physiques et que l'adresse de résidence effective en Région wallonne de langue française est connue, alors qu'aucun document officiel n'est disponible ;

2) les personnes disposent d'un titre de séjour mais pas encore de domicile légal ;

3) il existe un doute sur l'exactitude des déclarations de l'assuré social ou lorsque la situation réelle du ménage ne semble pas correspondre aux données électroniques officielles provenant d'une source authentique ;

4) les familles sont inscrites à une adresse de référence ou à une adresse différente de l'adresse de correspondance du dossier ;

5) il s'agit du seul moyen d'obtenir des informations permettant d'établir un droit ;

6) il est nécessaire d'évaluer la solvabilité d'une famille ou de faire l'enquête relative à la demande de renonciation à l'indu ;

7) il y a suspicion de fraude.

§ 2. La demande de contrôle contient, dans la mesure des éléments en possession de la caisse d'allocations familiales, le NISS, l'état civil, le numéro de téléphone, le numéro de compte sur lequel les allocations familiales sont octroyées, l'adresse fonctionnelle ou l'adresse de résidence des personnes à contrôler.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par adresse fonctionnelle : l'adresse de contact de la personne, qui n'est pas celle à laquelle elle réside.

Par ailleurs, la demande de contrôle inclut les informations nécessaires à l'exercice des missions de contrôle des familles par rapport à toutes les personnes à contrôler au sens de l'article 85 et ce, conformément aux articles 106 à 110 du décret du 8 février 2018.

En cas de présomption de fraude, la caisse d'allocations familiales communique tous les éléments qui font présumer la fraude et tous les éléments qui réfutent cette présomption.

L'Agence précise par voie de circulaire approuvée par le Comité « Familles » le modèle de la demande de contrôle. La circulaire est publiée sur le site de l'Agence déterminé à cet effet.

La demande mentionne les coordonnées du gestionnaire du dossier de la caisse d'allocations familiales.

§ 3. L'Agence examine la demande de contrôle, et procède au contrôle, excepté dans les cas où un traitement administratif du dossier suffit sur base des éléments en possession de l'Agence.

Elle dispose de 180 jours calendrier pour notifier le résultat du contrôle demandé par la caisse d'allocations familiales. Au-delà de ce délai, à sa demande, la caisse d'allocations familiales est informée de l'état d'avancement du contrôle et de la raison pour laquelle il n'a pas encore pu être finalisé.

Lorsque le résultat du contrôle implique une action de la caisse d'allocations familiales, elle dispose de 90 jours calendrier pour l'effectuer et en notifier la preuve de réalisation auprès de l'Agence.

Art. 14. Les situations qui impliquent un contrôle automatique de l'Agence sont les suivantes :

1) conformément aux articles 5 et 121 du décret du 8 février 2018, à la fin du droit semi-automatique des enfants qui atteignent l'âge de 21 ans et pour autant qu'il n'y ait aucune information sur leur statut à l'âge de 21 ans, la caisse d'allocations familiales génère une demande de contrôle au plus tard dans les 4 mois après la date anniversaire des 21 ans ;

2) pour les enfants dont la maladie empêche l'inscription comme demandeur d'emploi ou comme étudiant, la caisse d'allocations familiales génère une demande de contrôle au moment de l'envoi de la déclaration sur l'honneur et du certificat médical ;

3) pour les cas de familles identifiés par FAMIWAL dans le cadre de sa mission complémentaire visée à l'article 25, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 8 février 2018 comme susceptibles de faire l'objet d'un non-recours au droit.

Les contrôles automatiques s'inscrivent dans le cadre de la continuation du droit aux allocations familiales et de l'information des familles sur les démarches à effectuer pour le maintien du droit.

Art. 15. Les contrôles aléatoires sont extraits par sondage de l'ensemble des dossiers actifs de la caisse d'allocations familiales.

Les contrôles aléatoires peuvent concerner toutes les familles qui perçoivent un supplément social, un supplément monoparental ou un supplément famille nombreuse. La sélection annuelle s'opère sur 3 pourcents des dossiers concernant les familles bénéficiant de ces suppléments.

Tous les dossiers soumis aux contrôles aléatoires sont sélectionnés et transmis par les caisses d'allocations familiales selon les modalités déterminées par l'Agence par voie de circulaire approuvée par le Comité « Familles » et publiée sur le site de l'Agence déterminé à cet effet.

Tout dossier qui a fait l'objet d'un contrôle aléatoire n'est plus soumis à ce type de contrôle pour une période de cinq ans.

Art. 16. La caisse d'allocations familiales ne peut pas demander de contrôle quand elle dispose déjà de toutes les informations utiles pour résoudre son dossier administrativement.

Aucune nouvelle demande de contrôle sur place pour le même dossier ne peut être introduite si un contrôle pour ce dossier est toujours en cours.

Art. 17. Les conséquences ou sanctions du contrôle peuvent être :

1° une confirmation du bien-fondé des paiements ;

2° une régularisation positive des paiements ;

3° une régularisation négative des paiements ou indu ;

4° une suspension des paiements en cas de fraude suspectée.

Art. 18. Le résultat de chaque contrôle effectué par l'Agence est contraignant pour la caisse d'allocations familiales.

Si la caisse d'allocations familiales ne peut rencontrer les arguments et les conclusions repris dans le rapport de contrôle soit parce qu'elle dispose de nouveaux éléments dans son dossier, susceptibles de modifier la conclusion de l'inspecteur, soit parce qu'elle considère le rapport de contrôle non concluant, elle conteste auprès de l'Agence la position du contrôle sur base d'un avis motivé.

L'Agence examine les arguments de la caisse d'allocations familiales. L'Agence peut soit confirmer, soit modifier les conclusions du rapport de contrôle, soit demander un nouveau contrôle.

Art. 19. Sauf situation exceptionnelle qu'elle détermine, l'Agence annonce sa visite.

Les gestionnaires de dossiers de la caisse d'allocations familiales restent toujours les personnes de contact pour les assurés sociaux.

La caisse d'allocations familiales prend en charge toutes les questions portant sur le contenu du rapport de contrôle posées par les assurés sociaux, de leur avocat ou d'autres intervenants.

La caisse d'allocations familiales leur transmet le rapport de contrôle à leur demande, à l'exception des annexes du rapport qui relèvent d'une limitation au principe de publicité de l'Administration telle que prévue par la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'Administration ou le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration.

L'Agence se charge de transmettre les informations pertinentes à toutes les caisses d'allocations familiales impactées par les conclusions d'un rapport de contrôle au moment de l'envoi du rapport de contrôle et pour la ou les périodes concernées par celui-ci.

Art. 20. § 1^{er} Il existe au sein du Département « Familles » de l'Agence, une cellule fraude qui est chargée de :

1) récolter, centraliser et transmettre les données relatives à la fraude sociale pouvant avoir un impact en matière de prestations familiales, données issues du régime des allocations familiales, des autres institutions de la sécurité sociale et des divers partenaires ;

2) mesurer et analyser la fraude par le biais de statistiques ;

3) relayer ces informations aux partenaires internes et externes ;

4) mettre en place des procédures en collaboration avec les différents partenaires afin de la combattre plus efficacement.

§ 2. Les partenaires de la Cellule fraude sont :

1) les caisses d'allocations familiales ;

2) les zones de police ;

3) les Auditorats du travail ;

4) les institutions publiques de sécurité sociale ;

5) les services publics communaux, provinciaux, régionaux, communautaires, fédéraux ou d'Etats faisant partie de l'Espace économique européen.

§ 3. Dans le cadre de ses missions de contrôle, la cellule fraude transmet ou demande les données aux partenaires conformément aux dispositions des 106 à 110.

En ce qui concerne la communication des données transmises aux partenaires, en cas de fraude constatée ayant un impact sur les montants ou sur l'application de la réglementation des prestations familiales, la cellule fraude communique les informations à l'Auditorat du travail. Si une fraude n'a pas d'impact sur les montants des prestations familiales ou sur l'application de la réglementation des prestations familiales mais sur un autre organisme partenaire visé au § 2, la cellule fraude communiquera à ce dernier les constats opérés.

En ce qui concerne les demandes d'informations de la cellule fraude, s'il s'agit de recueillir les données nécessaires aux fins de la mission de contrôle, la cellule fraude s'adressera directement à l'organisme partenaire concerné.

§ 4. Aux fins de la mission de contrôle de la fraude aux prestations familiales décrite à l'article 111, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 8 février 2018 et de l'application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, les échanges avec les partenaires visés aux §§ 1^{er} et 2 portent sur des demandes d'informations et des communications d'informations conformément aux règles de confidentialité des données du Code pénal social. Les demandes d'information sont transmises à la caisse d'allocations familiales concernée par la période frauduleuse supposée.

La caisse dispose de cinq jours ouvrables à dater de la réception de la demande d'information pour répondre aux demandes d'information en précisant les données suivantes pour la période déterminée :

1) les noms, prénoms et le numéro de registre national des enfants concernés ;

2) le détail du taux de base octroyé par enfant ;

3) le détail des différents suppléments octroyés par enfant.

Les communications d'information sont transmises à la caisse d'allocations familiales concernée par la période frauduleuse supposée. Les communications peuvent constituer des éléments probants de fraude. La caisse d'allocations familiales informe de la suite qui est réservée à la communication à l'Agence, endéans les 15 jours ouvrables à dater de la réception de la communication d'information.

Art. 21. § 1^{er}. La suspension du paiement des allocations familiales porte, en fonction de la fraude suspectée, soit sur la totalité des allocations familiales, soit sur une partie de celles-ci.

Lorsque la fraude suspectée a pour objet d'obtenir un supplément au taux de base, la suspension portera sur le supplément en question. Lorsque la fraude a pour objet d'obtenir les allocations familiales, la suspension portera, en fonction de l'existence d'un droit par ailleurs, soit sur l'entière des prestations familiales, soit uniquement sur le supplément.

La caisse d'allocations familiales évalue en fonction des éléments en sa possession la pertinence de suspendre ou pas le paiement des prestations familiales.

Par dérogation à l'alinéa 4, la suspension s'opère d'office et sans délai lorsqu'une demande motivée émane de l'Agence.

La caisse d'allocations familiales maintient le paiement en suspens jusqu'au moment où elle dispose des éléments nécessaires qui lui permettent soit d'établir la fraude et elle procède alors à la notification de celle-ci, soit de renverser la présomption de fraude et elle procède alors à la régularisation du dossier d'allocations familiales. La décision est prise au plus tard dans les 4 mois suivant la réception des informations

La caisse d'allocations familiales qui décide de suspendre le paiement des allocations familiales notifie la décision à l'assuré social en précisant si la suspension porte sur la totalité ou sur une partie des prestations familiales.

§ 2. En cas de fraude constatée, la caisse d'allocations familiales calcule l'indu relatif à la période frauduleuse et le notifie à l'assuré social.

Lorsque l'assuré social est tenu de rembourser des montants obtenus frauduleusement au moyen de retenues sur les versements ultérieurs, la caisse d'allocations familiales récupère d'office les sommes obtenues frauduleusement et les intérêts afférents à ces sommes, conformément à l'article 1410, § 4, du Code judiciaire sans préjudice des dispositions prévues aux articles 89 et 90 du décret du 8 février 2018.

En cas de fraude sociale constatée, l'Agence procède à la dénonciation auprès de l'auditorat du travail compétent sur base des informations fournies par la caisse d'allocations familiales.

En cas de communication de fraude constatée, la caisse d'allocations familiales communique à l'Agence un compte rendu précis des mesures prises en vertu de l'article 17 du présent arrêté.

En cas de fraude constatée par la caisse d'allocations familiales, elle communique l'exposé des faits ainsi que tous les éléments qui permettent d'étayer la fraude. La caisse d'allocations familiales précise, endéans les quatre mois, dans tous les cas :

- 1) la ou les période(s) frauduleuse(s) exacte(s),
- 2) le ou les enfant(s) bénéficiaire(s) impacté(s) par la fraude,
- 3) le ou les article(s) impacté(s) par la fraude,
- 4) l'impact financier et si celui-ci est nul, une justification précise devra être fournie.

En cas de fraude constatée, l'Agence n'effectue pas d'enquête dans le cadre de la solvabilité du débiteur ou en matière de renonciation à l'indu.

En cas de fraude, les retenues visées à l'article 91 du décret du 8 février 2018 sont de 100% du montant versé mensuellement.

En cas de médiation de dettes, lorsque le médiateur de dettes propose une remise totale ou partielle de dettes, la caisse d'allocations familiales refuse de marquer son accord sur ladite renonciation si l'indu résulte d'une fraude.

La caisse d'allocations familiales procède à la conservation des éléments du dossier concerné par une fraude conformément à l'article 2262bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'ancien Code civil. Il s'agit à tout le moins des preuves de paiements des allocations familiales, des notifications des différentes décisions, des communications transmises par une institution publique, de tout autre document pertinent pour le dossier de fraude.

Art. 22. Chaque année, le contrôle des familles fait l'objet d'un rapportage.

Les statistiques des contrôles portent sur le nombre et les types de contrôle en ce y compris ceux relatifs à la fraude et sur leurs conséquences résultant de ces contrôles.

Les données de ce rapportage sont anonymisées.

CHAPITRE IV. — *Monitoring*

Art. 23. Le « contrôle quantitatif et qualitatif des données de source authentique » comprend les missions spécifiques suivantes de l'Agence :

- pour ce qui concerne le contrôle quantitatif et qualitatif des flux informatiques, d'une part, contrôler la quantité des flux, et, sur base d'anomalies quantitatives qu'il détecte en nombre de flux reçus ou de données consultées, contacter les sources authentiques pour s'assurer de la communication de toutes les données nécessaires ou vérifier auprès des caisses d'allocations familiales les raisons juridiques liées à la consultation de données, et, d'autre part, contrôler la qualité des flux informatiques, et, sur base des anomalies qualitatives qu'il détecte, contacter les sources authentiques afin de s'assurer de la communication de données exactes ;

- pour ce qui concerne le contrôle administratif, le contrôle qualitatif du traitement administratif des flux informatiques dans les dossiers.

Dans ce cadre, les données sont traitées conformément aux articles 106 à 110 du même décret.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 3 à 10 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 25. La Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 février 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/20338]

10 FEBRUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de controles in het kader van het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, de artikelen 109, vijfde lid, en 111, § 1, vijfde lid, en § 3, eerste lid;

Gelet op het rapport van 4 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 2016 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 april 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 mei 2021;

Gelet op het advies van het Comité "Gezinnen", gegeven op 15 juni 2021;

Gelet op advies nr. 70.722/2 van de Raad van State, gegeven op 24 januari, 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de noodzaak om de continuïteit van de procedures de controle, zoals die door FAMIFED werden toegepast en waarvan de regels al jaren bekend zijn bij de gezinnen en de kinderbijslagfondsen;

Gelet op de rechtsonzekerheid sinds 1 januari 2020;

Op de voordracht van de Minister belast met Kinderbijslag;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen.*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. In dit besluit wordt verstaan onder:

- Agentschap: het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), bedoeld in artikel 2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

- kinderbijslagfondsen: een privé-kinderbijslagfonds dat erkend is krachtens artikel 56 van het decreet van 8 februari 2018 of het "Caisse publique wallonne d'allocations familiales" (Waals Openbaar Kinderbijslagfonds) ingesteld krachtens artikel 23 van het decreet van 8 februari 2018;

- decreet van 8 februari 2018: het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

- AKBW: de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939.

- Comité "Gezinnen" : Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), bedoeld in artikel 20 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

- populatie: de verzameling van dossiers met elementen van gemeenschappelijk risico per controlethema;

- sanctienormen: de elementen die vooraf zijn meegedeeld aan het Comité "Gezinnen" van het Agentschap en aan de kinderbijslagfondsen en op basis waarvan de financiële controle beoordeelt of de praktijk van het kinderbijslagfonds overeenstemt met de gegeven instructies.

HOOFDSTUK II. — *Controle van de kinderbijslagfondsen**Afdeling 1. — Administratieve controle*

Art. 3. Het doel van de administratieve controle is ervoor te zorgen dat alle gezinnen hun kinderbijslag ontvangen in overeenstemming met de geldende reglementering.

De administratieve controle wordt jaarlijks verricht door de inspecteurs van het Agentschap. Het is gebaseerd op het administratieve beheer van 1 januari tot en met 31 december van het betrokken jaar. Afhankelijk van de instructies van het Agentschap worden de controles uitgevoerd in de gebouwen van het kinderbijslagfonds of op afstand. Elk kinderbijslagfonds stelt de inspecteur een bureau ter beschikking met toegang tot een internetverbinding en toegang tot de volgens de in deze afdeling vastgestelde procedures bepaalde dossiers. In het geval van controle op afstand stelt elk kinderbijslagfonds de computerapparatuur ter beschikking om gelijke toegang tot controle ter plaatse te waarborgen.

Verschillende thema's over dossierbeheer die van invloed zijn op de kwaliteit van de dienstverlening aan gezinnen worden geëvalueerd. Deze zijn :

1) algemene variabelen betreffende de grondslag van het recht op kinderbijslag en de correcte betaling van kinderbijslag aan de juiste bijslagtrekkende;

2) voorwaarden voor lidmaatschap ;

3) variabelen die verband houden met het begunstigde kind met specifieke voorwaarden voor het recht;

4) variabelen in verband met de toekenning van toeslagen op kinderbijslag;

5) kaamgeld en adoptiepremie;

6) controles door bezoeken aan gezinnen;

7) de onderzochte dossiers;

8) het beheer van onverschuldigde betalingen;

9) de plicht tot informeren en motiveren ;

10) overdracht van dossiers in geval van verandering van entiteit;

11) integraties van actoren.

Naast de in lid 2 bedoelde jaarlijkse controle worden gerichte controles verricht op verzoek van de minister die verantwoordelijk is voor kinderbijslag of op verzoek van het Comité "Gezinnen". Naast de in lid 2 bedoelde jaarlijkse controle worden gerichte controles verricht op verzoek van de minister die verantwoordelijk is voor kinderbijslag of op verzoek van het Comité "Gezinnen".

Art. 4. Om de uniformiteit van de controle en de gelijke behandeling van de kinderbijslagfondsen te waarborgen, stelt het Agentschap elk jaar een controlelijst op. Deze controlelijst bestaat uit een uitgebreide lijst van controles voor elk onderwerp, waarin alle aspecten van de controle in detail worden beschreven. Elk onderwerp gaat vergezeld van duidelijk omschreven uitvoeringsnormen, d.w.z. de lijst van toepasselijke regelgevingen en omzendbrieven, de middelen die worden gebruikt om de relevante gegevens te verzamelen en de termijnen voor de verwerking van de gegevens.

Voor elk thema stelt het Agentschap de populatie vast. Het Agentschap trekt een toereikende steekproef om representatieve resultaten te verkrijgen die kunnen worden geëxtrapoleerd naar de gehele populatie van het onderwerp en maakt een volledig willekeurige selectie van de te controleren gevallen in homogene populaties. De lijst van gevallen wordt deels verstrekt door de kinderbijslagfondsen en deels door de gezinscontroledienst van het Agentschap.

Art. 5. De administratieve controle vindt plaats in drie fasen, die bestaan uit :

1) de basisenquête: de bestanden worden volledig willekeurig geselecteerd uit de lijsten waarop de personen van elke populatie per kinderbijslagfonds voorkomen. De selectie voldoet aan de volgende voorwaarden:

a) elk element van de populatie heeft een gelijke kans om in de enquête te worden opgenomen;

b) de enquête-elementen worden op volledig onafhankelijke wijze geselecteerd;

c) er wordt een minimumaantal bestanden geselecteerd om op basis van de toegepaste statistische formule tot een betrouwbaar resultaat te komen;

d) uitbreiding van de enquête : afhankelijk van het aantal fouten dat bij de controle wordt aangetroffen, wordt een maximumaantal bestanden per variabele bepaald, zodat de statistische formule kan worden toegepast en een betrouwbaar resultaat wordt verkregen.

De algemene methodologie, alsmede het minimum- en maximumaantal aanvragen, moeten door het comité "gezinnen" worden goedgekeurd;

2) Weging van de resultaten: de geconstateerde fouten worden als volgt gewogen naar gelang van de financiële gevolgen van de fout voor het gezin:

a) gewicht van de opmerking = 1 negatief of positief saldo voor de familie op 31 december van het controlejaar ;

b) gewicht van de opmerking = 0,5: vertraging bij de verwerking of betaling, niet-naleving van een procedure, of integratiefout in het kadaster;

c) gewicht van de opmerking = 0,25: fout in strijd met de verplichting om gezinnen te informeren en te motiveren;

3) het kwaliteitspercentage van elke variabele wordt vervolgens berekend aan de hand van het betrouwbaarheidsinterval van de gewogen successen die voor die variabele zijn verkregen. Het kwaliteitspercentage is de waarde in het midden van het betrouwbaarheidsinterval.

Art. 6. De controle bepaalt de kwaliteitsindicator, die de algemene kwaliteit van het dossierbeheer voor elk kinderbijslagfonds uitdrukt als een cijfer op een schaal van 0 tot 100. Om de kwaliteitsindicator te berekenen, weegt het Agentschap de verschillende variabelen volgens twee factoren:

1) de omvang van het thema voor het gehele programma: grotere thema's hebben een groter gewicht in de kwaliteitsindicator;

2) de complexiteit van het onderwerp: ingewikkeldere onderwerpen hebben een groter gewicht in de kwaliteitsindicator. De complexiteit van een onderwerp wordt afgeleid uit het gemiddelde foutenpercentage voor alle kinderbijslagfondsen die bij de uitvoering van dit onderwerp zijn geregistreerd.

Het gewicht van de verschillende variabelen moet door het Comité "Gezinnen" worden goedgekeurd.

Tijdens de jaarlijkse controle worden de tijdens de controle gemaakte individuele opmerkingen per dossier aan het beheer van het kinderbijslagfonds voorgelegd.

Na afloop van de jaarlijkse controle wordt een gedetailleerd algemeen verslag met deze opmerkingen en de bijzonderheden van de verrichte controle toegezonden aan de Raad van Bestuur van het betrokken particuliere kinderbijslagfonds of aan het Comité van Beheer van het openbare kinderbijslagfonds

Het kinderbijslagfonds reageert binnen vier maanden op de opmerkingen van het Agentschap. Indien het kinderbijslagfonds niet binnen deze termijn antwoordt of meer dan vier maanden later antwoordt, zal het worden bestraft met een nieuwe opmerking, waarvan de gevolgen zullen worden meegenomen in de resultaten van de volgende jaarlijkse controle.

De samenvatting van de resultaten van de administratieve controle wordt aan het Comité "Gezinnen" voorgelegd.

Afdeling 2. — Financiële controle

Art. 7. De financiële controle beoogt een correcte en eenvormige toepassing van het decreet van 8 februari 2018 en stelt het Agentschap in staat zijn financiële opdracht te vervullen en de volledige verantwoordelijkheid op zich te nemen, zoals voorzien door het decreet van 8 februari 2018 en het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

De financiële controle vooraf geschiedt maandelijks aan de hand van door het kinderbijslagfonds verstrekte documenten met behulp van systemen voor automatische gegevensverwerking, waarvan de modellen door het Agentschap worden vastgesteld en op de hiertoe bestemde website van het Agentschap worden bekendgemaakt.

De financiële controle achteraf wordt jaarlijks door de inspecteurs van het Agentschap verricht in de gebouwen van het kinderbijslagfonds of op afstand. Het kinderbijslagfonds stelt de inspecteur een bureau ter beschikking met toegang tot een internetverbinding en toegang tot alle financiële en boekhoudkundige documenten van het kinderbijslagfonds.

De financiële controle analyseert de wijze waarop de kinderbijslagfondsen aan hun wettelijke, reglementaire en decretale verplichtingen hebben voldaan en heeft betrekking op alle boekhoudkundige en financiële verrichtingen van het gecontroleerde jaar en het lopende jaar.

De financiële controle is gebaseerd op het rekeningstelsel bedoeld in bijlage 1 van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van de kinderbijslagfondsen en op de handleiding voor de boekhoudkundige controle bedoeld in bijlage 2 van hetzelfde besluit en gepubliceerd op de daartoe bestemde website van het Agentschap.

De financiële controle wordt uitgevoerd volgens de onderstaande methodologie:

- 1) keuze van plenaire of steekproefsgewijze controle ;
- 2) vaststelling van de noodzaak van specifieke controles op basis van de voorafgaande schatting van het inherente risico en de kenmerken van de onderzochte populatie;
- 3) in het geval van steekproeven, definitie van de populatie, minimale steekproefgrootte, maximaal aanvaardbare foutenmarge en gewenste betrouwbaarheid.

Het agentschap stelt vooraf een checklist op met de te controleren elementen en de sanctienormen, zodat een eerlijke behandeling van de marktdeelnemers is gewaarborgd.

Art. 8. De controle vooraf betreft :

- 1) de nauwkeurigheid van de raming van de voorschotten ;
- 2) het bedrag van de beschikbare middelen op de financiële rekening;
- 3) de naleving van het tijdschema voor financiële aanvragen en betalingen van gezinsbijslagen;
- 4) de vaststelling en de correcte terugvordering van ten onrechte betaalde gezinstoelagen en de al dan niet tijdige boeking van ten onrechte betaalde bedragen;
- 5) de dagelijkse saldi uitgesplitst per rekening;
- 6) de punctualiteit van de indiening van de financiële en statistische aangiften en de snelheid waarmee eventuele tekortkomingen worden verholpen;
- 7) de juistheid van de in de financiële en statistische aangiften opgenomen gegevens;
- 8) de juistheid van de in de begrotingen opgenomen bedragen voor de opdrachten van de kinderbijslagfondsen en voor de verrichtingen van de particuliere kinderbijslagfondsen.

Art. 9. De controle achteraf heeft betrekking op de naleving van de boekhoudkundige gegevens in de bijlage bij dit besluit.

Art. 10. Na afloop van de jaarlijkse inspectie wordt voor elke gemaakte opmerking een individuele kennisgeving aan het kinderbijslagfonds gezonden.

Het kinderbijslagfonds reageert binnen een maand op de opmerkingen van het Bureau.

Binnen twee maanden na ontvangst van het antwoord op de door het Agentschap gemaakte opmerkingen, en in elk geval binnen twee maanden na het einde van de financiële controle, worden de bevindingen die in het kader van de financiële controle zijn gedaan en die aanleiding hebben gegeven tot de in lid 1 bedoelde opmerkingen, opgenomen in een brief aan de raad van bestuur van de particuliere kinderbijslagfondsen en aan het beheerscomité van het openbare kinderbijslagfonds.

Een kopie van de brief wordt ter informatie toegezonden aan het beheer van het betrokken kinderbijslagfonds.

De raad van bestuur of het Beheerscomité antwoordt het Agentschap binnen twee maanden.

Na ontvangst van het antwoord van het kinderbijslagfonds aan het Agentschap, dient de Administrateur-generaal een verslag in bij het Comité "Gezinnen" op basis van de bevindingen en het gegeven antwoord.

Het Comité "Gezinnen" zendt het verslag door naar de regering.

De Regering beslist over het gevolg dat aan het verslag met betrekking tot het kinderbijslagfonds moet worden gegeven na ontvangst van het advies van het Comité "Gezinnen", met inachtneming van de voorwaarden die zijn bepaald in de artikelen 58 en 59 van het decreet van 8 februari 2018.

HOOFDSTUK III. — *Controle van de gezinnen*

Art. 11. In het kader van de specifieke gezinscontroles als bedoeld in artikel 111, § 1, leden 3 en 4, gaan de inspecteurs na of de feitelijke situatie van de gezinnen overeenkomt met de gegevens in hun aangiften en met de officiële elektronische gegevens. Afhankelijk van het resultaat van de controle kan de gezinsbijslag overeenkomstig artikel 17 van dit besluit worden geregulariseerd of teruggevorderd.

De personen bedoeld in artikel 85, derde lid, van het decreet van 8 februari 2018 zijn onderworpen aan gezinscontrole voor het doel bepaald in paragraaf 1.

Art. 12. Er zijn drie soorten controles:

- 1) op verzoek van het kinderbijslagfonds;
- 2) automatisch;
- 3) willekeurig.

Art. 13. § 1. De controle op verzoek wordt door de beheerder van het kinderbijslagfonds bij het Agentschap aangevraagd wanneer:

- 1) gezinnen die kinderbijslag ontvangen niet ingeschreven zijn in het nationale register van natuurlijke personen en hun werkelijke verblijfplaats in het Franstalig Waals Gewest is bekend, hoewel er geen officieel document beschikbaar is;
- 2) personen over een verblijfsvergunning beschikken, maar nog geen wettig verblijf hebben;
- 3) er twijfel bestaat over de juistheid van de aangiften van de sociaal verzekerde of wanneer de feitelijke situatie van het huishouden niet lijkt overeen te komen met de officiële elektronische gegevens uit een authentieke bron;
- 4) de gezinnen ingeschreven zijn op een referentieadres of op een adres dat verschilt van het correspondentieadres van het dossier;
- 5) het de enige manier is om informatie te verkrijgen om een recht vast te stellen;

6) het noodzakelijk is de kredietwaardigheid van een gezin te beoordelen of het verzoek om kwijtschelding van onverschuldigde betalingen te onderzoeken;

7) er een vermoeden van fraude bestaat.

§ 2 Het verzoek om controle bevat, voorzover de kinderbijslagkas over de nodige gegevens beschikt, het INSZ, de burgerlijke staat, het telefoonnummer, het rekeningnummer waarop de kinderbijslag wordt gestort, alsmede het functionele adres of het woonadres van de te controleren personen.

Voor de toepassing van lid 1 wordt onder functioneel adres verstaan het contactadres van de betrokkene, dat niet het adres is waar de betrokkene woont.

Bovendien bevat het verzoek om inspectie de informatie die nodig is voor de uitoefening van de gezinsinspectieopdrachten ten aanzien van alle te inspecteren personen in de zin van artikel 85, overeenkomstig de artikelen 106 tot 110 van het decreet van 8 februari 2018.

In geval van een vermoeden van fraude deelt het kinderbijslagfonds alle elementen mee die aanleiding geven tot een vermoeden van fraude en alle elementen die dit vermoeden weerleggen.

Het Agentschap vermeldt het model van het controleverzoek in een door het Comité "Gezinnen" goedgekeurde omzendbrief. De omzendbrief wordt bekendgemaakt op de website van het Agentschap die voor dit doel is opgezet.

De aanvraag bevat de contactgegevens van de dossierbeheerder bij het kinderbijslagfonds.

§ 3. Het Agentschap onderzoekt het verzoek om toezicht en voert het toezicht uit, behalve in gevallen waarin de administratieve behandeling van het dossier volstaat op basis van de elementen waarover het Agentschap beschikt.

Zij beschikt over 180 kalenderdagen om het resultaat van de door het kinderbijslagfonds gevraagde controle mee te delen. Na deze periode wordt het kinderbijslagfonds op zijn verzoek in kennis gesteld van het verloop van de controle en van de reden waarom deze nog niet is afgerond.

Indien het resultaat van de controle maatregelen van het kinderbijslagfonds impliceert, heeft dit 90 kalenderdagen de tijd om de maatregelen uit te voeren en het Agentschap in kennis te stellen van het bewijs van voltooiing.

Art. 14. De situaties waarin sprake is van automatische controle door het Agentschap zijn de volgende:

1) Overeenkomstig de artikelen 5 en 121 van het decreet van 8 februari 2018 genereert het kinderbijslagfonds bij het einde van het semiautomatische recht van kinderen die de leeftijd van 21 jaar bereiken en voor zover er geen informatie is over hun status op de leeftijd van 21 jaar, uiterlijk 4 maanden na de 21e verjaardag een verzoek om verificatie;

2) voor kinderen die door hun ziekte niet als werkzoekende of student kunnen worden ingeschreven, genereert het kinderbijslagfonds een verzoek om verificatie wanneer de verklaring op erewoord en het medisch attest worden toegezonden;

3) voor de gevallen van gezinnen die door FAMIWAL in het kader van haar aanvullende opdracht bedoeld in artikel 25, eerste lid, 2°, van het decreet van 8 februari 2018 zijn geïdentificeerd als waarschijnlijk onderworpen aan het niet-oepisen van het recht.

De automatische controles maken deel uit van het proces om het recht op kinderbijslag te behouden en de gezinnen te informeren over de stappen die moeten worden ondernomen om het recht te behouden.

Art. 15. De steekproefsgewijze controles worden uit alle actieve dossiers van het kinderbijslagfonds gehaald.

Steekproefsgewijze controles kunnen betrekking hebben op alle gezinnen die een sociale toeslag, een eenouder-toeslag of een toeslag voor grote gezinnen ontvangen. De jaarlijkse selectie wordt gemaakt op basis van 3 procent van de dossiers van de gezinnen die deze toeslagen ontvangen.

Alle dossiers die aan steekproefcontroles worden onderworpen, worden door de kinderbijslagfondsen geselecteerd en doorgegeven volgens de procedures die door het Agentschap zijn vastgesteld door middel van een omzendbrief die door het Comité "Gezinnen" is goedgekeurd en op de daartoe bestemde website van het Agentschap is gepubliceerd.

Dossiers die steekproefsgewijs zijn gecontroleerd, worden gedurende vijf jaar niet meer aan dit soort controles onderworpen.

Art. 16. Het kinderbijslagfonds kan niet om een controle vragen wanneer het reeds over alle gegevens beschikt die nodig zijn om het dossier administratief op te lossen.

Er kan geen nieuw verzoek om een controle ter plaatse voor hetzelfde dossier worden ingediend indien een controle voor dat dossier nog aan de gang is.

Art. 17. De gevolgen of sancties van de controle kunnen zijn :

1° een bevestiging van de geldigheid van de betalingen ;

2° een positieve regularisatie van de betalingen ;

3° een negatieve aanpassing van de betalingen of onverschuldigde betalingen;

4° een opschorting van betalingen in geval van vermoeden van fraude.

Art. 18. Het resultaat van elke door het Agentschap verrichte controle is bindend voor het kinderbijslagfonds.

Indien het kinderbijslagfonds niet kan voldoen aan de argumenten en conclusies van het inspectieverslag, hetzij omdat het in het bezit is van nieuwe informatie in zijn dossier die de conclusie van de inspecteur kan wijzigen, hetzij omdat het het inspectieverslag niet overtuigend acht, zal het het standpunt van de inspectie aan de hand van een met redenen omkleed advies aanvechten bij het Agentschap.

Het Agentschap onderzoekt de argumenten van het kinderbijslagfonds. Het Agentschap kan de conclusies van het inspectieverslag bevestigen of wijzigen, of om een nieuwe inspectie verzoeken.

Art. 19. Behalve in uitzonderlijke omstandigheden, als bepaald door het Agentschap, kondigt het Agentschap zijn bezoek aan.

De dossierbeheerders van het kinderbijslagfonds zijn nog steeds de contactpersonen voor de sociaal verzekerden.

Het kinderbijslagfonds beantwoordt alle vragen van de verzekerden, hun advocaat of andere partijen over de inhoud van het inspectierapport.

De kinderbijslagkas zendt hun op hun verzoek het controleverslag toe, met uitzondering van de bijlagen bij het verslag die onderworpen zijn aan een beperking van het beginsel van openbaarheid van bestuur, zoals bepaald bij de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur of het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur

Het Agentschap is verantwoordelijk voor het doorgeven van de relevante informatie aan alle kinderbijslagfondsen waarvoor de bevindingen van een inspectieverslag gevolgen hebben, op het tijdstip waarop het inspectieverslag wordt toegezonden en voor de betrokken periode(n).

Art. 20. § 1. Binnen de het Departement “Gezinnen” van het Agentschap bestaat een fraudecel die belast is met :

- 1) gegevens over sociale fraude die gevolgen kan hebben voor de gezinsbijslagen van de kinderbijslagregeling, andere socialezekerheidsinstellingen en diverse partners te verzamelen, te centraliseren en door te geven
- 2) het meten en analyseren van fraude door middel van statistieken;
- 3) deze informatie door te geven aan interne en externe partners;
- 4) in samenwerking met de verschillende partners procedures op te zetten om het doeltreffender te bestrijden.

§ 2 De partners van de Fraudecel zijn :

- 1) De kinderbijslagfondsen;
- 2) de politiezones
- 3) de Arbeidsauditoraten;
- 4) de openbare socialezekerheidsinstellingen;
- 5) openbare diensten op gemeentelijk, provinciaal, gewestelijk, gemeenschaps- of federaal niveau of in staten die tot de Europese Economische Ruimte behoren.

§ 3. In het kader van haar controleopdrachten verstrekt de fraudecel gegevens aan of verzoekt zij om gegevens van partners overeenkomstig de bepalingen van 106 tot en met 110.

Wat de mededeling van gegevens aan de partners betreft, deelt de fraudecel, in geval van fraude die gevolgen heeft voor de bedragen of voor de toepassing van de reglementering inzake gezinsbijslagen, de informatie mee aan het Arbeidsauditoraat. Als een fraude geen gevolgen heeft voor de bedragen van de gezinsbijslagen of voor de toepassing van de reglementering inzake gezinsbijslagen, maar wel voor een andere partnerorganisatie als bedoeld in § 2, deelt de fraudecel de bevindingen aan deze laatste mee.

Wat de verzoeken om informatie van de fraudecel betreft, zal de fraudecel, indien het erom gaat de gegevens te verzamelen die noodzakelijk zijn voor de controleopdracht, zich rechtstreeks tot de betrokken partnerorganisatie wenden.

§ 4. Ten behoeve van de in artikel 111, 1, 4de lid, van het decreet van 8 februari 2018 omschreven controleopdracht inzake kinderbijslagfraude en de toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering, hebben de uitwisselingen met de in de §§ 1 en 2 bedoelde partners betrekking op verzoeken om inlichtingen en mededelingen van gegevens overeenkomstig de voorschriften inzake vertrouwelijkheid van gegevens van het Sociaal Strafwetboek. De verzoeken om inlichtingen worden toegezonden aan het kinderbijslagfonds waarop de vermeende fraudeperiode betrekking heeft.

Het fonds beschikt over vijf werkdagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoek om inlichtingen, om op de verzoeken om inlichtingen te antwoorden en daarbij de volgende gegevens voor de gespecificeerde periode te verstrekken:

- 1) de achternamen, de voornamen en het rijksregisternummer van de betrokken kinderen;
- 2) gegevens over het basistarief dat per kind wordt toegekend;
- 3) details van de verschillende toeslagen die per kind worden toegekend.

De inlichtingen worden toegezonden aan het kinderbijslagfonds waarop de vermeende fraudeperiode betrekking heeft. De mededelingen kunnen als bewijs van fraude dienen. Het kinderbijslagfonds stelt het Bureau binnen 15 werkdagen na ontvangst van de mededeling in kennis van het resultaat van de mededeling.

Art. 21. § 1. Naar gelang van het vermoeden van fraude wordt de betaling van de kinderbijslag geschorst voor het gehele bedrag van de kinderbijslag of voor een gedeelte ervan.

Wanneer de vermoede fraude ten doel heeft een toeslag op het basistarief te verkrijgen, zal de schorsing betrekking hebben op de betrokken toeslag. Wanneer het doel van de fraude het verkrijgen van gezinsbijslagen is, zal de schorsing, afhankelijk van het bestaan van een recht, betrekking hebben op hetzij het geheel van de gezinsbijslagen, hetzij alleen op het supplement

Het kinderbijslagfonds beoordeelt op basis van de informatie waarover het beschikt of het al dan niet aangewezen is de betaling van de kinderbijslag op te schorten.

In afwijking van lid 4 wordt de opschorting automatisch en onverwijld uitgevoerd wanneer het Agentschap daartoe een met redenen omkleed verzoek indient.

Het kinderbijslagfonds schort de betaling op totdat het over de nodige informatie beschikt om ofwel de fraude vast te stellen en vervolgens tot kennisgeving over te gaan, ofwel het vermoeden van fraude te weerleggen en vervolgens tot regularisatie van het kinderbijslagdossier over te gaan. De beslissing wordt uiterlijk binnen 4 maanden na ontvangst van de informatie genomen

Het kinderbijslagfonds dat beslist de betaling van de kinderbijslag te schorsen, stelt de sociaal verzekerde in kennis van de beslissing, en vermeldt daarbij of de schorsing betrekking heeft op het geheel of een deel van de kinderbijslag.

§ 2. In geval van fraude berekent het kinderbijslagfonds de onverschuldigde betaling voor de frauduleuze periode en stelt het de verzekerde daarvan in kennis.

Wanneer de verzekerde frauduleus verkregen bedragen moet terugbetalen door middel van inhoudingen op latere betalingen, vordert het kinderbijslagfonds de frauduleus verkregen bedragen en de rente op die bedragen ambtshalve terug overeenkomstig artikel 1410, lid 4, van het Gerechtelijk Wetboek, onverminderd de bepalingen van de artikelen 89 en 90 van het decreet van 8 februari 2018.

Indien sociale fraude wordt vastgesteld, meldt het Agentschap dit aan de bevoegde arbeidsinspectie op basis van de door het kinderbijslagfonds verstrekte gegevens.

Bij aangifte van vastgestelde fraude verstrekt het kinderbijslagfonds het Agentschap een nauwkeurig overzicht van de op grond van artikel 17 van dit besluit genomen maatregelen.

In geval van door het kinderbijslagfonds geconstateerde fraude verstrekt het een uiteenzetting van de feiten en alle gegevens die nodig zijn om de fraude te bewijzen. Het kinderbijslagfonds specificeert, binnen vier maanden, in alle gevallen :

- 1) de exacte frauduleuze periode(n),
- 2) het (de) door de fraude getroffen begunstigde kind(eren),
- 3) het (de) door de fraude getroffen artikel(en),
- 4) de financiële gevolgen en indien deze nihil zijn, moet een nauwkeurige motivering worden gegeven.

Indien fraude wordt vastgesteld, stelt het Bureau geen onderzoek in naar de solvabiliteit van de schuldenaar of naar de kwijtschelding van onverschuldigde betalingen.

In geval van fraude bedragen de inhoudingen bedoeld in artikel 91 van het decreet van 8 februari 2018 100% van het maandelijks uitbetaalde bedrag.

In het geval van schuldbemiddeling, wanneer de schuldbemiddelaar een gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van schulden voorstelt, weigert de kinderbijslagkas met de kwijtschelding in te stemmen indien de onverschuldigde betaling het gevolg van fraude is.

De kinderbijslagfonds bewaart de elementen van het dossier waarop een fraude betrekking heeft overeenkomstig artikel 2262bis, § 1, eerste lid, van het oud Burgerlijk Wetboek. Dit omvat ten minste de bewijzen van betaling van kinderbijslag, kennisgevingen van diverse beslissingen, mededelingen van een overheidsinstelling en alle andere documenten die relevant zijn voor de fraudezaak.

Art. 22. Elk jaar wordt verslag uitgebracht over het toezicht op de gezinnen.

De controlestatistieken hebben betrekking op het aantal en de soorten controles, inclusief die in verband met fraude, en op de gevolgen van deze controles.

De gegevens in dit verslag zijn geanonimiseerd.

HOOFDSTUK IV. — Toezicht

Art. 23. De "kwantitatieve en kwalitatieve controle van authentieke brongegevens" omvat de volgende specifieke taken van het Agentschap:

- met betrekking tot de kwantitatieve en kwalitatieve controle van de computerstromen, enerzijds de controle van de kwantiteit van de stromen, en anderzijds, op basis van kwantitatieve anomalieën die het vaststelt met betrekking tot het aantal ontvangen stromen of geraadpleegde gegevens contact opnemen met de authentieke bronnen om zich ervan te vergewissen dat alle nodige gegevens worden meegedeeld of bij de kinderbijslagfondsen nagaan op welke wettelijke gronden de gegevens worden geraadpleegd, en anderzijds de kwaliteit van de computerstromen controleren en op basis van de kwalitatieve anomalieën die zij vaststelt, contact opnemen met de authentieke bronnen om zich ervan te vergewissen dat de gegevens correct worden meegedeeld;

- wat de administratieve controle betreft, de kwalitatieve controle van de administratieve verwerking van de computerstromen in de bestanden.

In dit verband worden de gegevens verwerkt overeenkomstig de artikelen 106 tot en met 110 van hetzelfde decreet.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 3 tot en met 10 uitwerking op 1 januari 2020.

Art. 25. De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 februari 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20340]

10 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique, l'article 14 § 1^{er} ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37 à 39, modifiés en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu le rapport du 24 août 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du Comité transversal de la biomasse, donné le 27 août 2021 ;